



Democratie révolutionnaire

Pour contribuer au rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires

Lettre n°84 du 24 mars 2019

Macron déclare la guerre sociale, préparons la mobilisation générale du monde du travail

« L'ordre républicain a été maintenu, les bonnes consignes ont été appliquées, les résultats sont là... » a cru bon de se vanter Castaner au soir du 19^{ème} acte. Dupe de lui-même, il ne réalise même pas que son gouvernement vient d'être mis en échec. Ces « résultats », c'est l'augmentation de 26 % du nombre de manifestants - 32 000 pour l'acte 18, 40 500 cette fois selon les chiffres du gouvernement -, c'est l'ambiance dans les manifs, la détermination, la fierté d'être là, ensemble, pour dire qu'on ne nous empêchera pas de manifester... Et une sympathie pour le mouvement qui ne faiblit pas.

Macron, aveuglé par son arrogance et son mépris social, comptait sur son Grand débat pour désamorcer la révolte sociale, avoir le mouvement à l'usure. Mais les dizaines de milliers de personnes qui se battent depuis des semaines pour leur dignité et leurs droits ne se sont pas laissé duper ni impressionner malgré une scandaleuse escalade répressive, de provocations et de calomnies.

La semaine dernière, alors que de nouvelles menaces tombaient contre les retraites, la loi anticasseurs était votée, autorisant, entre autres, les forces de l'ordre à effectuer des fouilles préventives, instaurant des zones d'interdiction de manifester... Cette mesure a été largement mise en œuvre dès ce samedi à Paris, Bordeaux, Toulouse, Nice... Des centaines de manifestants ont été embarqués, 172 placées en garde à vue, 103 verbalisés, condamnés à payer une amende qui est passée dans la semaine de 38 à 135 euros...

La décision d'intégrer l'armée au dispositif policier visait à instaurer un climat de guerre civile. Certains dirigeants politiques ont protesté ; d'autres, comme Mélenchon, ont mis en avant le risque que les soldats se sentant menacés fassent usage de leurs armes ; Ségolène Royal, elle, s'est précipitée à la rescoussse de Macron : « Je me suis demandé pourquoi ça n'avait pas été fait plus tôt (...) Certes les blacks blocs ne sont pas des terroristes, mais ils sèment la terreur. Et donc c'est la même chose. »... Mais au bout du compte, la provocation qui était avant tout une mesure d'intimidation, de dramatisation, s'est retournée contre ses instigateurs. Elle a surtout renforcé la révolte et la détermination des militants du mouvement.

Quatre mois après le début du mouvement, Macron n'a pas réussi à masquer le fiasco de sa politique. Il joue la montre,

mais tout le monde a compris qu'il ne voulait pas donner la moindre réponse aux exigences des gilets jaunes et des classes populaires. Invités à débattre de la « sortie de crise » sur BFM, les « chefs » de 6 partis politiques parlementaires ont tourné autour du pot, pas question d'ouvrir la seule sortie de crise possible, répondre aux exigences sociales... Une journaliste déplorait qu'il n'en soit sorti « *ni idée nouvelle, ni nouveau souffle politique* ». Mais quelle idée nouvelle, quel nouveau souffle politique pourrait émerger de partis totalement intégrés aux institutions de l'Etat, et qui savent pertinemment qu'ils n'auraient, s'ils étaient au pouvoir, pas d'autre politique possible que celle de Macron ou pire ?

Les véritables enjeux politiques vont bien au-delà des querelles et rivalités politiciennes et électorales. Ils sont dans les affrontements de classe qui se déroulent ici, en Algérie, comme dans d'autres pays. Partout le monde du travail, les femmes, la jeunesse se révoltent pour la démocratie, la dignité, contre les inégalités, les discriminations, la destruction de l'environnement, « *Fin du monde, fin du mois, même combat* ». Ils ont face à eux un capitalisme financier mondialisé qui tente d'échapper au krach qui le menace par une politique de régression sociale sans fin. C'est cette guerre sociale que mène Macron, et c'est cette même guerre que seraient contraints de mener les partis politiques qui se placent sur le terrain des institutions, d'un Etat au service des classes dominantes. C'est à faire ce sale boulot que postule Marine Le Pen prête à toutes les démagogies pour accéder au pouvoir.

De plus en plus nombreux sont les travailleur.e.s qui en prennent conscience et loin d'épuiser ses forces, la contestation ouverte par les gilets jaunes a devant elle de riches perspectives.

Faire face à cette guerre sociale, c'est contester le pouvoir économique et politique de l'oligarchie financière. Cela passe par une mobilisation générale du monde du travail se situant clairement sur un terrain de classe, internationaliste, par delà les frontières et la mer Méditerranée... Une mobilisation qui se donne non seulement l'objectif d'imposer la satisfaction des revendications sociales mais aussi les moyens de garantir celles-ci par la conquête de la démocratie, c'est-à-dire du droit de décider et de contrôler, pour construire une autre société débarrassée de la loi du profit.